

# « *Les Annamites tuent nos femmes* »

## Pierre Laval et la fin de l'Union Sacrée

---

RENAUD MELTZ

« À l'heure où je parle, des milliers d'ouvriers, des milliers de femmes, assiègent un bastion. Une rixe a surgi, comme il fallait s'y attendre, entre les soldats annamites et les soldats français. Un Annamite a été tué, et les soldats annamites, pour se défendre, ont tiré sur la foule. Si les renseignements qui nous ont été fournis sont exacts, quatre femmes auraient été tuées ».

**C**ES PAROLES sont prononcées par Pierre Laval à la tribune de la Chambre, le 4 juin 1917, devant les députés réunis en comité secret. Le liquidateur du régime républicain, le 10 juillet 1940, a éclipsé le souvenir du fossoyeur de l'Union Sacrée, vingt-trois ans plus tôt.

C'est en préparant une biographie de Pierre Laval que je me suis intéressé aux craquements de l'Union Sacrée, remise en cause par les socialistes, eux-mêmes divisés. La patrie d'abord, ou l'Internationale Ouvrière ? La paix négociée, au risque d'une guerre pour rien, ou la paix par la victoire, au péril d'une guerre plus longue et d'une révolution ? L'évocation par Laval d'une rixe entre des civils parisiens et des soldats annamites cantonnés dans la capitale ajoute à ces enjeux une dimension inattendue : la question coloniale qui charrie des interrogations sur l'identité de la France à l'heure de la grande ordalie sanglante, sa vocation mondiale, ses buts de guerre, alors que l'Empire assiste la métropole en péril. Non que Laval ait jamais pris au sérieux la rumeur partagée par quelques unités du Front et des militants à l'arrière selon laquelle le gouvernement aux abois appelait les troupes coloniales pour maintenir l'ordre face aux mouvements de grève des ouvrières parisiennes. Il sait le caractère fantasmagorique d'une alliance objective entre le pouvoir et les troupes indigènes pour mater la classe ouvrière. Mais, en utilisant cette rixe comme un levier pour justifier la venue des socialistes français à Stockholm où doit se tenir une troisième conférence internationale pour dénoncer la guerre impérialiste, après celles tenues en Suisse (Zimmerwald et Kienthal), Laval use d'un clavier très riche d'émotions politiques. Il mêle les souvenirs inquiétants de la Commune, les craintes sur l'incertaine issue du conflit et le trouble quant à la définition des buts de guerre à une grande question qui traverse tous ces enjeux : la mutation du patriotisme français et de l'idée nationale, commencée en 1870, accélérée par la crise républicaine et internationale du tournant du siècle. Au printemps 1917, les tensions de la société française,

les antagonismes entre les cultures libérales, socialistes et autoritaires, fondues dans un vaste creuset républicain pour forger l'Union Sacrée, refont jour. Les forces centrifuges sont comprimées ; mais les séances secrètes de la Chambre des députés début juin révèlent les lignes de forces qui fractureront la société française de l'entre-deux-guerres.

Les réunions des socialistes, espionnées par les renseignements généraux, les débats secrets des députés<sup>1</sup>, confinés dans la Chambre, l'instrumentalisation de la rixe avec les Annamites par le député SFIO Pierre Laval, qui prophétise une jonction entre le mécontentement social à l'Arrière et les mutineries du Front, donnent à voir les premières fissures de l'Union Sacrée, dissimulées par le contrôle de la presse et l'affichage de l'unité nationale à la Chambre. Fissures qui concernent aussi bien le moyen de finir la guerre, la hantise de la révolution, mais aussi la définition de ce qu'est la France et le Français à l'heure la plus fragile, entre la menace extérieure et le péril révolutionnaire.

## **L'émeute du boulevard Bessières : une rumeur auto-réalisatrice qui révèle la lassitude partagée au Front et à l'Arrière**

« **U**NE RIXE a surgi, *comme il fallait s'y attendre*, entre les soldats annamites et les soldats français ».

« Comme il fallait s'y attendre » : cet horizon d'attente dessiné rétrospectivement par Laval montre comment une rumeur s'est propagée en reliant le Front et l'Arrière dans une commune hantise, au point de se faire auto-réalisatrice.

Cette rixe a été évoquée par les historiens de la Grande Guerre et les spécialistes des mutineries et même étudiée pour elle-même dans un colloque organisé en 2007 (*Obéir/désobéir*).<sup>2</sup> On sait désormais que l'incident de la porte de Saint-Ouen fait advenir une rumeur qui court depuis plusieurs semaines sur le front. Les soldats des 129<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> RI sont persuadés que des troupes coloniales sont postées à Paris pour maintenir l'ordre et qu'elles répriment les manifestations en tirant sur les femmes grévistes. Le cantonnement transitoire de compagnies coloniales à Paris, prolongé pour des questions de gestion d'effectifs, alimente les fantasmes au front, sur fond de racisme, d'inquiétude pour les femmes esseulées et de contestation de la conduite de la guerre.

La rumeur se répand depuis ces deux unités par le bouche-à-oreille et la distribution de tracts manuscrits, distribués lors de l'évacuation des soldats en rébellion. Elle connaît un pic quelques jours avant l'avènement de l'incident qu'elle décrit, fin mai, pour se répandre dans 15 régiments, touchant neuf divisions. Le bruit des Annamites mitraillant les Parisiennes vient de permissionnaires de retour au front. Il est alimenté par des récits très exagérés par des femmes grévistes aux soldats : « Tu sais ça barde par ici ; plusieurs femmes ont été tuées aux usines de Billancourt ». <sup>3</sup> Il reprend un motif médiatique : les journaux informent le public français que l'armée allemande a tiré sur des femmes grévistes. La presse rapporte également des incidents raciaux (rixes avec des ouvri-

ers chinois, mort d'un soldat arabe). Au front, la frustration sexuelle, la défiance sociale d'une guerre menée au bénéfice des planqués et les préjugés racistes se conjuguent pour alimenter la rumeur et lui conférer un sens de trahison. Loez cite ce propos explicite d'un soldat du 21<sup>e</sup> RI, relevé par son lieutenant : « Nous ne voulons pas monter aux tranchées pendant que les Annamites baisent nos femmes ». Le soldat français demeure un citoyen sous l'uniforme, un père de famille, soucieux du sort socio-économique des siens, et un amant inquiet, donc. Cette rumeur manifeste une forme de continuité entre les représentations qu'on se fait de la guerre au front et l'arrière en dépit des expériences très différentes.

Phénomène classique : l'image fantasmée d'Annamites tueurs de Parisiennes, hantise née au Front, produit du réel, à l'Arrière. La rumeur s'est propagée dans les faubourgs. Le gouvernement cantonnerait les Annamites à Paris pour empêcher les ouvrières de protester. Ils auraient tiré, déjà ; ils tireront encore sur le peuple qui manifeste contre le coût de la vie et la faiblesse des salaires. Pour le 2<sup>e</sup> Bureau, la rumeur est l'œuvre de propagandistes extrémistes. Le renseignement militaire voit dans la rumeur le fruit d'un complot : les « anarchistes, syndicalistes, socialistes répandent, la main dans la main la rumeur infâme ». <sup>4</sup> Elle s'alimente au souvenir des massacres de civils perpétrés par les Allemands au début de la guerre. Elle grossit avec le mécontentement des ouvrières parisiennes que minimise la presse.

À Paris, le 4 juin 1917, tout part d'un incident entre deux particuliers : un Annamite qui vient acheter du tabac est pris à parti par un client. L'altercation est mâtinée d'insultes racistes : les Indochinois sont venus à Paris pour « voler et tuer les Français ». Le bon peuple de Paris est assassiné par des soldats de couleurs, ces légions prétoriennes du pouvoir bourgeois. Le soldat offensé revient sur les lieux de la querelle avec des camarades ; des Parisiens s'attroupent. L'affrontement dégénère. Les Annamites ne sont-ils pas des tueurs de femme ? Ils le deviennent. Les soldats coloniaux, barricadés dans leur modeste bastion, petit cube de ciment pris d'assaut par la foule, paniqués par les cris, les menaces et les jets de pierres, tirent sur le gros millier de badauds devenus émeutiers. Une jeune femme, touchée à la poitrine, se meurt à l'hôpital Bichat. Au cours la nuit, la centaine de tirailleurs annamites est exfiltrée à quarante kilomètres de la capitale.

Pierre Laval, député d'une circonscription qui commence précisément à cette limite entre le nord de Paris et sa banlieue industrielle, informé des événements en cours, en fait un levier à l'heure de négocier la participation des socialistes français à la conférence de Stockholm. Il s'en sert aussi pour réclamer un alignement des buts de guerre français sur les exigences de la révolution russe, soit l'abandon de toute prétention sur la rive gauche du Rhin ou en Asie mineure. Sans quoi, les socialistes retireront leur concours au gouvernement d'union nationale. La question est explosive, au sein des élites françaises ; elle divise jusqu'au sein du parti socialiste.

## **L'Union Sacrée brisée par les socialistes minoritaires : le rôle de Pierre Laval pour faire la jonction entre majoritaires et minoritaires**

**E**N EFFET, il existe un débat au sein des socialistes, où Laval joue un rôle méconnu en faveur d'une paix blanche, obtenue par la négociation. Il faut revenir en arrière pour comprendre l'intervention de Laval en comité secret. C'est de Paul Faure, militant périgourdin, rédacteur en chef du *Populaire du centre*, ancien fidèle de Jules Guesde, que part la remise en cause de l'Union Sacrée. Faure rallie à son point de vue la fédération de la Haute-Vienne. La contestation gagne au sein du parti. Laval suit cette tendance mais il demeure longtemps modéré dans l'expression de ce pacifisme contestataire.

Le 22 juin 1915, le comité de la fédération de la Seine discute la motion de Paul Faure en faveur d'une paix négociée. Les partis bourgeois poursuivent une guerre de conquête qui ne s'arrêtera pas avant la défaite des Empires centraux. À l'abri des journalistes, mais espionnés par la police, les socialistes débattent des contradictions dans lesquelles les enferment leur participation à l'Union Sacrée. Les députés présents vident leur sac. Ils aimeraient au moins sauver « l'Union Sacrée socialiste ». Ils tentent de minimiser leurs désaccords entre partisans et adversaires de la participation au gouvernement de défense nationale. Tous expriment leur dégoût de la conduite des opérations, du cléricisme des officiers, de l'avidité des profiteurs de guerre, autant de dénonciations qu'ils retiennent à la Chambre.<sup>5</sup>

Laval prend la parole. Il dénonce « l'incurie et le vol qui existent dans l'armée ». Il assume avoir refusé sa voix, comme 15 autres députés socialistes, à l'entrée d'Albert Thomas au gouvernement un mois plus tôt, avant de reconnaître l'ampleur de son travail au service de l'amélioration de l'équipement de l'armée.<sup>6</sup> Le Secrétaire d'État à l'Artillerie fait à ce moment précis son entrée dans la salle ; Laval affirme aussitôt que s'il avait pu imaginer l'ampleur et l'utilité de son travail, il n'aurait pas voté contre lui. Thomas le remplace à la tribune. Il explique l'anarchie qu'il a trouvée dans les bureaux et le soutien du gouvernement à la réorganisation qu'il impose. Pour cette fois, Albert Thomas emporte l'adhésion du plus grand nombre, en martelant l'adhésion des socialistes à l'Union Sacrée : « La paix, nous la ferons par l'organisation de la victoire, et nous ne reconstituerons l'Internationale qu'avec ceux qui pensent et auront pensé comme nous sur la question de justice, de liberté et du principe de nationalité ». Thomas refuse d'ouvrir la discussion sur le retour de l'Alsace-Lorraine, une question de droit et non de conquête, selon lui : « Si les terres qui ont été volées au pays lui reviennent, cela n'est pas de la conquête, c'est un droit ».

Cinq mois plus tard, le 5 décembre 1915, au congrès de la fédération de la Seine de la SFIO qui se tient rue Grange-aux-Belles, Laval ne soutient ni l'extrême gauche « zimmerwaldienne », ni la majorité favorable à la participation gouvernementale. Il leur préfère à nouveau la motion intermédiaire des minoritaires menés par Jean Longuet et Paul Faure, qui regroupe désormais un tiers des suffrages. Cette fois, la réunion est tendue, tumultueuse, incertaine. Les majoritaires perdent du terrain. Laval tente de trouver un compromis entre

les majoritaires de Renaudel et les minoritaires de Longuet, quitte à s'aliéner ses amis. Devant 450 personnes, dont 150 auditeurs libres (des femmes, des pacifistes) le député prend la parole au plus fort de la tempête, lorsque la question de la rupture de l'Union Sacrée est posée. Les informateurs de la police ne perdent pas une miette des échanges. Laval explique que la participation des socialistes au gouvernement était soumise à des conditions qui n'ont pas été respectées : refus de toute annexion (pour les Zimmerwaldiens, l'Alsace-Lorraine doit disposer librement d'elle-même) et institution à la Chambre de comités secrets pour délibérer librement, promesse encore non tenue.<sup>7</sup> Renaudel réplique que ces conditions ont été rédigées par lui-même. Il explique ce que Laval ignore : une nouvelle demande de comité secret est en cours. Mais à Paris, les majoritaires sont minoritaires. Renaudel peine à se faire entendre, sa voix est couverte par les huées et les bruits de tables des pacifistes. Divisés, les socialistes s'entendent seulement sur la nécessité de « faire silence sur ce qui s'est dit au Congrès ».

Laval cherche à rassembler en réconciliant autant que possible patriotisme et internationalisme dans des circonstances qui les opposent. Quelques jours plus tôt, aux 80 militants d'une réunion de section qui ont interrogé la participation des socialistes à l'Union Sacrée, il a répondu d'une façon mesurée et floue : « Pas un socialiste ne doit renier l'action du Parti avant la guerre qui, depuis le commencement des hostilités, a été ce qu'il devait être ». <sup>8</sup> Même modération et même hésitation normande lorsqu'on l'interroge sur Zimmerwald : « Il n'est pas un socialiste qui ne pourrait mettre sa signature sur la résolution de la conférence seulement, lorsque cette conférence a été tenue, ce n'était ni le moment ni le lieu ». Laval préfère taper sur l'extrême droite pour réunir les troupes et chercher des accommodements avec des partenaires acceptables. Il accable les articles de Barrès qui galvanise le nationalisme allemand en laissant croire que la France entend dépecer l'Allemagne ; il se rallie, pour sa part, à la formule vague de Briand qui assouplit considérablement les buts de guerre en déclarant que « chaque peuple devra se développer selon son génie » <sup>9</sup>. Il conclut par la nécessité de « tendre une main fraternelle aux socialistes allemands et autrichiens ».

Au conseil national qui se tient dans la foulée, Laval met de l'eau dans son vin : « Il ne peut pas y avoir de paix sans évacuation du nord de la France, de la Belgique et de la Serbie. [...] Nous devons persévérer afin d'assurer la victoire et de détruire le militarisme prussien ». N'empêche, le 27 octobre 1915 il fait partie des 15 députés socialistes qui votent la motion d'Hubert-Rouger hostile à la participation au cabinet Briand. Prudent autant que véhément, Laval demeure en retrait des internationalistes les plus fervents. Pas plus qu'il n'a été à Zimmerwald, il ne fait partie de la délégation des trois députés socialistes français qui prend le chemin de la Suisse pour participer à la conférence de Kienthal en avril 1916 où Lénine fustige les « serviteurs de la bourgeoisie » qui ne rompent pas avec la politique belliqueuse. Mais il s'affiche avec les minoritaires du parti qui lancent à Paris leur quotidien, inspiré du modèle de Paul Faure. Le *Populaire* combat vigoureusement la thèse jusqu'au-boutiste défendue par les vieux cadres du parti dans l'*Humanité*.

Les minoritaires se distinguent des majoritaires sur toutes les questions qui ont trait à la guerre : sa responsabilité, partagée à leurs yeux ; ses buts, qui ne comprennent pas un retour automatique de l'Alsace-Lorraine ; la façon de la terminer, par la diplomatie sans attendre une hypothétique victoire. Ces divergences les conduisent à pro-

mouvoir une autre stratégie que la participation ministérielle qui les prend en otage.<sup>10</sup> Laval reste discret au sein de la minorité, mais il accompagne ce courant ascendant. La fraction progresse à chaque conseil national, à chaque congrès, dans chacune des fédérations éclaircies par les départs au front. Au sein du groupe parlementaire sa parole s'autorise des informations qu'il puise à la commission de l'Armée ; il affecte de jouer un rôle intermédiaire entre la frustration des siens et les exigences gouvernementales dont il a connaissance. En public, il demeure très prudent. Devant les habitants de Pavillons-sous-Bois venus l'écouter défendre son projet de création d'un atelier de confection militaire dans la ville, il affirme « souhaiter la fin prochaine de la guerre, mais promet qu'il ne veut pas entendre parler de paix tant que l'ennemi sera en Belgique et foulera le sol de nos provinces envahies ».<sup>11</sup> Au milieu de l'année 1916, il s'expose pour la première fois assez nettement pour affaiblir les majoritaires en refusant que le groupe socialiste apporte au gouvernement le soutien qu'il espère en échange de l'institution de comités secrets. À l'issue de la première session de ces comités, en 1916, Laval appelle violemment le groupe à ne pas voter l'ordre jour. Il le laisse entendre aux militants de la section d'Aubervilliers : « Parlant de la question du Comité secret, il dit que la chute du ministère a même été envisagée ».<sup>12</sup> Le 11 décembre 1916, il vote contre la participation socialiste au 2<sup>e</sup> ministère Briand.

La révolution russe modifie la situation stratégique du conflit et l'équilibre politique au sein de la SFIO. Le groupe parlementaire envoie trois camarades visiter la Russie révolutionnée. Ces modérés, qui ont mandat de porter également la parole des minoritaires, sont accompagnés d'Albert Thomas. Le ministre et les députés socialistes reviennent de leur périple inquiets de la faible détermination des Russes à poursuivre la guerre. Le projet d'une troisième conférence réunissant des socialistes de toutes les nations européennes appelée à se tenir à Stockholm confirme les craintes d'une paix séparée. Les socialistes français débattent entre eux de l'opportunité d'envoyer une délégation en Suède. En réalité, ils s'écharpent : le projet des révolutionnaires russes prévoit une paix sans annexion, ce qui menace le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie. Il faut trancher. Laval ne dissimule plus son opinion.

Au Conseil National du Parti, qui accouche douloureusement d'un texte de synthèse, le 28 mai 1917, le député minoritaire prend la parole dans une ambiance houleuse. À l'Hôtel Moderne, où se tient la réunion, Laval préconise à la fois l'acceptation de la conférence (« il faut aller à Stockholm ») et la restauration de la Belgique dans ses frontières antérieures à la guerre.<sup>13</sup> « Pressé par Renaudel, observe la police, il avoue que l'Alsace-Lorraine devait revenir à la France » ! Quelques jours avant les fameux comités secrets tenus du 1<sup>er</sup> au 4 juin, Laval joue un rôle décisif pour arracher un vote unanime des socialistes en faveur d'une paix négociée. Plusieurs fois interrompu, il défend victorieusement la participation à la conférence de Stockholm.<sup>14</sup> « Miracle de la Pentecôte », ironise le *Cri de Paris*, feuille à sensation très lue dans les couloirs de la Chambre : « Les majoritaires semblaient irréductibles avant d'entrer en séance et ils en sont sortis convertis : les évangélistes de la révolution compareront plus tard les paroles de M. Pierre Laval, premier auteur de ce miracle, à des langues de feu ».<sup>15</sup> Cette fois, Laval s'est exposé. Son patriotisme est suspecté. Les journalistes ont la plume grinçante : « Quelques



Saint-Thomas ont sans doute pensé que l'intérêt allemand coïncide encore bien plus avec l'intérêt socialiste. Car si le socialisme imposait au monde la paix sans réparation, c'est la dictature militaire boche qui bénéficierait de ce vaste coup d'éponge ».

En interne, dans sa fédération, dans le groupe parlementaire, Laval pèse sans ambiguïté en faveur de la reprise des relations internationales en vue d'une paix négociée. Mais à l'échelle nationale il ne s'implique pas aux côtés de Frossard, Faure ou Longuet dans le comité d'action des fédérations minoritaires, constitué en mai 1917. Son nom n'apparaît jamais dans les querelles doctrinaires et la littérature qu'elles produisent sur la recherche d'une paix négociée. Porté par la dynamique pacifiste du printemps 1917, entre grèves et mutineries, il prend enfin position à la Chambre, et s'expose. Mais en comité secret ; et avec quelles ambiguïtés !

La séance du 4 juin commence au début de l'après-midi ; elle se termine à 23 heures 45, avant de s'ouvrir au public. C'est la troisième d'une série ouverte le vendredi 1<sup>er</sup> juin, qui se poursuit le samedi 2 juin et se termine dans la nuit du lundi au mardi.<sup>16</sup> La presse évoque à l'ordre du jour « l'attitude du gouvernement en présence de la Conférence Socialiste de Stockholm ». Rien d'autre ne transpire. En réalité, les députés débattent plus largement des buts de guerre et des moyens de la terminer. La première séance a été consacrée aux récits de Moutet et Cachin qui reviennent de la Russie révolutionnée. Les socialistes majoritaires s'emploient à rassurer leurs collègues français : il n'y aura pas de défection russe ni d'opposition au retour de l'Alsace-Lorraine. Le lendemain, Briand parle longuement des buts de guerre. Il dessine, habile et confus, un large panorama du remodelage à venir de l'Europe et du Moyen-Orient. Il ne renie aucun des buts de guerre définis par la diplomatie française sous sa direction, tout en essayant de lier les socialistes français et les révolutionnaires russes à la cause de la France, défenseuse du droit et de la liberté. Le débat est très animé. Les socialistes reprochent à Briand de dissimuler la revendication de la rive gauche du Rhin, inadmissible pour les Russes. Ils dénoncent des tractations secrètes pour se partager les dépouilles de l'Empire Ottoman. Ribot s'en explique : en Asie mineure, il s'agit de prendre des garanties pour éviter que la Russie ou l'Italie ne profitent seules des déboires turcs. Sur la rive gauche du Rhin, le président du conseil français évoque les échanges de lettres entre Paris et Londres et parle encore de « garanties » sans souhaiter de conquête. Il admet pourtant que la lettre rédigée par le Quai d'Orsay évoque « la neutralisation ou l'autonomie » des provinces rhénanes qui feraient office de tampon. Bref, il admet un écart entre les buts de guerre du gouvernement et les exigences d'une paix blanche de la révolution russe, à laquelle se rallient les socialistes. Il lit la lettre envoyée à Paul Cambon avec ce passage : « À nos yeux, l'Allemagne ne doit plus avoir un pied au-delà du Rhin ». Les socialistes veulent savoir qui a signé la lettre, si elle a été discutée en Conseil de Ministres. Oui, répond Ribot. Laval intervient une première fois, pour réclamer une nouvelle façon de pratiquer la diplomatie, en rupture avec l'habitude des négociations secrètes : « Il faudra lire cela en public ».

Deux jours plus tard, Laval utilise brutalement l'événement du boulevard Bessières, qui se déroule presque simultanément à son intervention, en le liant à une allusion inédite aux mutineries sur le Front.

Sur le moral des troupes et de l'arrière, Laval n'est pas le premier à briser le tabou : la veille, en comité secret déjà, le radical-socialiste Augagneur, ancien membre du gouvernement Viviani, a signalé : « Il y a en France une fatigue de la guerre, un courant en faveur de la paix ». Claussat, le beau-frère de Laval, tout patriote soit-il, a réagi violemment à une parole de Ribot : « C'est la victoire qui déterminera les buts de guerre » : « Ah ! Non ! Alors, vive la paix et à bas la guerre ! » Le cri est parti tout seul. Puis Claussat argumente, avec le même feu : « Ce serait la révolution, si vous disiez cela en séance publique ! vive la paix ! ».

Avant l'intervention de Pierre Laval, enfin, en ce le lundi, 4 juin, Marcel Cachin socialiste majoritaire, acquis à l'Union Sacrée, a bravé les protestations du centre et de la droite pour affirmer : « L'état moral du notre pays, vous le savez, est mauvais ». Laval, représentant de la tendance minoritaire, va plus loin dans la contestation de la poursuite de la guerre. Il ajoute aux lassitudes de l'Arrière, aux désordres prérévolutionnaires de la capitale, la rébellion des soldats, au Front, telle qu'un officier l'a décrite le 29 mai dans une lettre lue en conseil des ministres où siège Albert Thomas. Il en donne connaissance aux députés. Laval dramatise son intervention tout en protestant de son patriotisme : « Jamais je ne me permettrais de lire un tel document ou d'essayer de lire un tel document dans une séance publique, jamais je ne me permettrais de faire la divulgation des faits auxquels se réfère cette correspondance ; mais nous sommes en comité secret, il faut que les uns et les autres, en pleine connaissance, nous prenions nos responsabilités ». Sous les blâmes de Painlevé (« déplorable lecture ! »), le député révèle la « rébellion ouverte » dans trois régiments, le refus de monter aux tranchées, la révolte contre un commandement incapable et irresponsable.

Le député produit son plus grand effet à la lecture du passage qui menace Paris d'une marche des mutins, exaspérés par les mitraillages de leurs femmes. Laval donne corps à la rumeur d'unités rebelles venues du front qui court dans les couloirs de la Chambre au moment où leur hantise du mitraillage de leurs femmes est devenue réalité.<sup>17</sup> Le raisonnement circulaire emprisonne la réalité dans les peurs des différents acteurs. L'annamite tueur de femme a été fabriqué par l'insulte d'un client ordinaire dont l'imaginaire a été contaminé par les craintes des Poilus. Les spectres des communards passent parmi les parlementaires lorsque Laval arrive à ce passage de la lettre : « Ils veulent que les "Annamites mitrailleurs" quittent Paris et cessent de menacer ainsi leurs femmes. Tous se sont promis fidélité ; ils parlent de se rendre à Paris en armes ». Conclusion imparable de Laval : « Il vaut mieux, dans l'intérêt de la patrie, laisser l'action du parti socialiste s'exercer plutôt que d'aller à l'encontre des mouvements populaires ». Cette action socialiste, c'est la participation des Français à la conférence voulue par les révolutionnaires russes : « Que vous le vouliez ou non, Stockholm c'est l'étoile polaire (*Exclamations au centre et à droite. – Applaudissements sur les bancs du parti socialiste*) ». La voix de Blaise Diagne, député du Sénégal qui tente de dissiper la rumeur de troupes coloniales vouées au maintien de l'ordre à Paris, est étouffée sous le tumulte.

Laval défend la reprise des relations internationales tout en se démarquant personnellement du pacifisme des minoritaires pour défendre sa réputation, et son patriotisme. Ses biographes, qui ont utilisé la version tronquée de son intervention, telle qu'on la trouve dans le livre à sensation publié par le journaliste Paul Allard dans les années



1930, n'ont pas eu connaissances des réserves apportées par le député, enregistrées au Journal officiel. Elles atténuent singulièrement la portée de ses critiques en le replaçant soudain dans le camp des socialistes hostiles à une paix négociée. Même à l'abri de la presse, même dans le secret du comité, Laval se démarque des positions qu'il prend au sein de son parti. Le député manie ce double langage avec un aplomb étonnant : « Vous savez que j'ai toujours été, avec beaucoup de mes amis, l'adversaire de certaines rencontres et de la reprise des relations internationales. J'ai blâmé – je le dis ici en comité secret – au sein des groupes de notre parti, l'attitude de nos camarades qui, animés, eux aussi, quoique vous en pensiez, par le souci patriotique, sont allés à Kienthal et à Zimmerwald ».

Laval se présente en interlocuteur ouvert à toute transaction, en partenaire nécessaire à la bourgeoisie pour les négociations difficiles. On peut compter sur lui pour tenir les classes laborieuses et les empêcher d'entrer en révolution : « Dans la circonscription que je représente et dans les groupes animés de cette population laborieuse de la banlieue de Paris, je n'ai jamais essayé d'amener les esprits à souscrire aux théories et à l'action préconisées par certains de mes camarades de la minorité, mais j'ai pensé que l'entrée dans la guerre des États-Unis et la révolution russe constituaient deux événements de nature à nous faire envisager la situation à un autre point de vue ». Le jeune député joue des rapports de force en usant d'une forme de chantage : si la diplomatie demeurait intransigeante et refusait aux socialistes la possibilité d'aller à Stockholm, le parti ne répondrait plus de son rôle d'amortisseur du mécontentement populaire : « Les députés de la minorité eux-mêmes qui, hier, étaient accusés de vouloir la paix allemande, en tout cas de ne point vouloir retirer de nos armes le maximum de ce qu'elles pouvaient rendre, [...] disent à cette foulée déchaînée que nous ne voulons pas de la paix préparée par de tels événements ». En même temps, il s'offre en candidat possible à une participation ministérielle...

Laval intervient en homme d'État dont le patriotisme transcende les idéologies : « Parlant ici, non en homme de parti, mais comme député français, oubliant que je siége sur les bancs du parti socialiste, je vous demande si, dans les événements politiques et dans la conduite politique de la guerre, on ne trouverait pas le moyen de donner encore de l'espérance aux troupes et de la confiance à la population ouvrière ». Laval ne renonce à rien. Il est monté à la tribune « en [son] nom personnel ». Il espère avoir « traduit le plus souvent les sentiments de [ses] amis » – « Pas de tous » proteste André Lebey, proche d'Albert Thomas. Il revendique son patriotisme, quitte à renier son action pacifiste dans le parti.

Ribot, à la différence des Autrichiens qui autorisent leurs socialistes à participer à la conférence internationale, n'envisage pas le départ des députés français qui fissurerait l'unité autour des buts de guerre et des moyens de la terminer. « La paix ne passera pas par Stockholm, mais par la victoire » réplique-t-il. Le Quai d'Orsay refusera de délivrer des passeports pour la Suède. Le divorce est consommé et Laval se trouve enfermé au milieu des minoritaires suspects de défaitisme, en dépit de ses ambiguïtés.

Au terme du comité secret, prolongé par une séance publique, il fait partie des députés socialistes qui refusent de voter l'ordre du jour du 4 juin 1917. La Chambre y définit les buts de guerre, dont le retour de l'Alsace-Lorraine. Les plus pacifistes des radicaux,

avec Anatole de Monzie, abjurent les socialistes de ne pas rompre l'Union Sacrée : « Si nos amis socialistes s'y rallient, il n'y aura plus d'inconvénient au voyage de Stockholm ou de Petrograd. Il appartiendra alors, l'accord étant fait sur les buts de guerre de la France, il appartiendra au gouvernement d'accorder les passeports ». Peine perdue. Le *Figaro* du lendemain cite Laval parmi les 52 députés qui retirent leur concours à l'Union Sacrée. Le journaliste prend date : « Ces noms doivent être retenus ». Laval est pris au piège de la dynamique de son parti : elle ne correspond pas, finalement, à un élan général. La majorité du pays continue à croire en la victoire et souhaite qu'on mène la guerre jusqu'au bout ».<sup>18</sup>

Non seulement la rixe entre les Parisiens et les Annamites, dont il espérait faire un levier politique, n'a pas dégénéré en situation prérévolutionnaire, mais l'événement s'efface en ne laissant presque aucune trace. La nouvelle se diffuse peu et demeure mal documentée au plus haut sommet de l'État. Poincaré, dans ses mémoires rapporte : « Je suis avisé que des Annamites viennent de tirer sur la foule à Saint-Ouen. Est-ce le début d'un détraquement général ? Non, non, gardons notre sang-froid ». *L'Humanité* du 5 juin titre sur la fin du comité secret. Le quotidien socialiste s'agace d'une diplomatie vaticane plus écoutée que l'espoir socialiste de la conférence de Stockholm, mais ne s'attarde pas sur la mort de la manifestante parisienne. Le quotidien ne donne pas l'impression de jouer la propagation de la menace révolutionnaire. En 3<sup>e</sup> page, le communiqué officiel est repris discrètement sous le titre de *L'échauffourée de Saint-Ouen* : « Une rixe a éclaté dans un bar près de la porte de Saint-Ouen entre consommateurs civils et soldats annamites. Dans la bagarre qui a suivi quelques civils et Annamites ont été blessés dont un grièvement. L'ordre a été rapidement rétabli ».

La police s'inquiète pendant quelques jours d'une coagulation des mutineries du Front et des troubles de l'arrière ; mais les archivistes de la Préfecture de Police referment le dossier, à l'heure de la classer, sous le titre « Fausses nouvelles ». Le 7 juin, pourtant, une drôle d'anaphore à la Périclès montre la dissémination de la légende advenue des Annamites tueurs de Parisiennes, parmi d'autres rumeurs qui disent les mécontentements de l'Arrière, connectés aux rebellions du Front :

Des bruits prennent consistance dans la population.

On dit que des émeutes ont eu lieu dans différents quartiers.

On dit que deux femmes ont été tuées par des agents à Levallois.

On dit que les annamites ont tué à Saint-Ouen plusieurs personnes.

On dit que 30 automobiles sont prêtes pour emmener le Gouvernement en cas de trouble.

On dit que les zouaves ont formé un comité de soldats et qu'ils marcheront avec le peuple en cas de révolution.

On dit que le Préfet de police a été destitué à la suite de meurtres de femmes commis par les agents.<sup>19</sup>

L'inquiétude se dissipe, mais on en veut à celui qui l'a cultivée. À la Chambre, on s'écarte du député qui a dit tout haut ce que beaucoup d'entre eux pensaient tout bas. Painlevé, à la Chambre, a blâmé Laval : « Moins on en parle, mieux cela vaut ». Briand, qui a partagé

l'espoir d'une paix négociée, le prend par le bras : « Eh bien, mon petit ! On s'est trompé... c'est un mauvais moment à passer. Il faut se faire pardonner et ne plus recommencer. Vous avez du talent, vous remontrerez le courant ». <sup>20</sup>

De fait, Laval a posé des jalons pour son avenir politique en donnant un aperçu de son patriotisme et de son sens de l'État par delà son appartenance partisane, quitte à se compromettre avec les conceptions barrésiennes de la nation qu'il dénonçait plus tôt.

## **Le socialiste, l'annamite et le juif : les fragilités de la conception politique de la nationalité en temps de guerre**

**L**A RÉCONCILIATION des extrêmes révolutionnaires ou monarchistes avec le régime républicain dans l'épreuve de la guerre, renforcée par la victoire, est une idée trop largement répandue pour qu'elle soit foncièrement fausse. Pour autant, par delà la rupture de l'Union Sacrée décidée par les socialistes en juin 1917, la fortune de l'image ne doit pas occulter des lignes de fracture qui continuent de travailler en profondeur la société française pendant le conflit et se rouvrent dans l'entre-deux-guerres. La peur d'une France envahie par les troupes coloniales recoupe la hantise de la dénatalité, inégalement compensée par l'arrivée d'immigrés venus d'Europe centrale. Le comité secret est l'occasion de libérer la parole. S'exprime tout ce qui a été comprimé par la nécessité de faire bonne figure devant l'opinion et l'adversaire et qui craquèle l'unité nationale depuis la défaite de 1870. Le comité donne à voir le scepticisme envers le régime et la remise en cause d'une conception politique de la nationalité, au bénéfice de catégories culturelles et ethniques, suivant le modèle du vainqueur prussien. Ce 4 juin 1917 revient, comme une antienne, l'exclamation « il faudra le redire en séance publique », quand un adversaire vous fait une concession ou confesse crument une opinion qu'il déguise en séance ordinaire.

Première observation : Laval travestit les événements en racontant qu'une « rixe a surgi, comme il fallait s'y attendre, entre les soldats annamites et les soldats français ». Le député d'extrême gauche plaque sur les événements un antagonisme étranger aux événements. Aucun soldat métropolitain n'est en jeu. La cohésion des combattants n'est nullement engagée par l'émeute du boulevard Bessières.

Deuxième observation : les députés socialistes refusent de rougir de leur pacifisme devant des députés dont le nom ne sonne pas comme dans leurs villages d'Auvergne ; le patriotisme ne se juge pas seulement à l'aune d'une adhésion à une communauté politique. Le 4 juin, le riche Jacques Stern, élu contre Mandel dans les Alpes maritimes, répond froidement à Laval que la question de Stockholm est jugée. Les députés socialistes lui contestent aussitôt le droit d'intervenir dans un débat qui n'engage pas seulement les idées, mais la fortune et le sang :

M. Pierre Laval : Je me suis gardé de passionner le débat ; mais vous qui représentez d'autres intérêts, non pas à la Chambre, mais par votre personne – vous me

permettez de faire cette allusion – puisque vous dites aussi rapidement et légèrement que c'est jugé...

M. Jacques Stern : C'est jugé dans notre conscience... (*Interruptions sur les bancs du parti socialiste*).

M. Mayéras [député minoritaire proche de Laval] : Laquelle ?

M. Jacques Stern : ... avec tous les risques que cela comporte, avec toutes les responsabilités qui en découlent et je répète, avec certains de mes collègues qui ont plus d'autorité que moi, qui ont plus que moi le droit de dire, que, dans notre conscience, c'est jugé. Je pense, comme vous, être un bon Français et je crois faire mon devoir comme vous pensez faire le vôtre.

M. Mayéras : Cela tombe à plat. On s'est rappelé que vous n'étiez pas Français depuis aussi longtemps que nous.

Le socialisme de terroir renâcle à l'universalisme républicain. Laval est moins direct que son ami Mayéras, mais il trouve lui aussi des accents plus barrésiens qu'internationalistes pour répondre à Stern : « Nous n'avons pas – ce n'est pas un débat personnel que je veux instituer – la même formation d'esprit. Nous n'avons sans doute pas des événements la même conception ; mais puisque vous vous dressez à votre banc, comme Français, avec votre cœur et que vous dites : « Ma conscience a jugé », la mienne aussi s'insurge ». Laval invoque le péril de « passionner le débat », mais il le déporte précisément en-dehors de la dispute rationnelle au bénéfice de l'argument d'autorité que la race, en l'occurrence, lui offrirait.

Cette conception exclusive du patriotisme ne l'empêche pas de renouer progressivement avec son internationalisme initial ; non sans tergiversations. Laval ne s'est pas engagé dans la direction de la conférence de Stockholm sans s'ouvrir une voie de secours. Au point que ses prudentes circonvolutions donnent le tournis aux mouchards qui rendent compte des réunions socialistes dans les semaines qui suivent son intervention en comité secret.<sup>21</sup> En juillet 1917, Laval prend ses distances avec son internationalisme de naguère devant les militants de la Ligue des Droits de l'Homme. Il rompt nettement avec le vœu d'une paix négociée, sans conquête territoriale. « Une paix blanche, indique-t-il avec un premier soupçon de clémencisme, ne comporterait pas les restitutions rendues nécessaires par les responsabilités plus lourdes des Empires Centraux ». Et de réclamer « le retour de l'Alsace-Lorraine » ! Une Société des Nations ? Qu'en pense-t-il ? L'appel vient d'Amérique ; serait-ce une œuvre française ? Il en doute. « Il regrette que l'appel n'émane pas de la France de la Révolution ».<sup>22</sup>

En octobre 1917, le député de Saint-Denis prend la parole devant l'union des sections SFIO de la banlieue nord, autant dire devant les siens. Le député dit tout et son contraire. Les militants entendent son refus de participer au gouvernement, s'il n'admet pas le programme socialiste, et la nécessité d'y entrer pourtant, compte tenu de la situation.<sup>23</sup> Bref, il donne l'impression de préparer l'auditoire à son entrée dans le cabinet à venir, qu'on annonce clémenciste. Le minoritaire ne fait-il pas l'éloge inattendu des majoritaires Sembat et Thomas, en dénonçant les calomnies dont les ministres socialistes font l'objet ?

En février 1918, après avoir dû renoncer à entrer dans le gouvernement Clemenceau, faute d'avoir convaincu les siens de revenir à l'Union Sacrée qu'il a contribué à briser,

Laval publie une longue tribune publiée par le journal *Oui*. Le socialiste hésitant change encore de cap. Il célèbre la conférence socialiste interalliée de Londres qui prévoit une paix conforme aux propositions de Wilson. Laval se réjouit de pouvoir marier ses principes internationalistes et ses sentiments patriotiques. Les fondements du nouveau système européen, la démocratisation des relations internationales ne sont pas incompatibles avec les intérêts de la France, explique-t-il. Bref, Laval a l'habileté de redonner une utilité politique à son parti mis sur la touche par Clemenceau en mariant la démocratisation de la vie internationale voulue par les socialistes et les intérêts nationaux qu'il n'a jamais reniés : « La diplomatie de nos gouvernements peut être puissamment aidée par le socialisme agissant ». <sup>24</sup> Car il ne remet plus en cause les objectifs nationaux. Il faut abattre le « pangermanisme », écrit-il, comme le « militarisme et l'impérialisme », obtenir le retour de l'Alsace-Lorraine à la France dans la limite d'une consultation des populations concernées, exiger, enfin, des réparations de l'Allemagne.

Calcul stratégique, qui le ramène à gauche, pour exister politiquement, face à la coalition menée par le Tigre ? Esprit de mansuétude et pacifisme plus libre de s'exprimer lorsque la France est en position de force ? Ces deux mobiles se combinent, en mars 1918, pour conduire Laval à protester contre le « bourrage des crânes ». L'ancien socialiste minoritaire se démarque à nouveau de ses camarades en réclamant une discussion sur les buts de guerre « sans jeter l'anathème contre un peuple avec lequel nous ne voulons pas être perpétuellement en guerre ». Cette liberté de ton dérange, alors que la banlieue est à portée de canon allemand ; le maire de Drancy, qui anime la réunion des militants socialistes où Laval s'exprime, se hâte de couper la parole à l'orateur d'une formule toute faite : « Que les Allemands fassent donc la guerre à leur militarisme ». Laval ne se laisse pas interrompre : « Croyez-vous que nous allons au-devant de ce résultat lorsque notre grande presse fait campagne pour une Rive gauche du Rhin ? Non, ce n'est point en menaçant les Allemands de représailles sur leurs villes après leurs raids sur Paris, que nous pouvons faire comprendre à ce peuple qu'il est trompé ». Quelques paroles patriotiques, pour conclure ses propos, lui permettent d'enlever un ordre du jour de confiance à l'unanimité. <sup>25</sup> Mais Laval, décidément, ne renie pas son pacifisme, à l'heure prochaine de la victoire.

L'Union Sacrée se termine en cacophonie. Les socialistes se sont retirés du gouvernement (Ribot), où ils ont connu leur toute première usure du pouvoir, avant de refuser leurs voix à la majorité qui soutient Clemenceau ; ils se sont divisés entre minoritaires et majoritaires. Laval a joué un rôle singulier : minoritaire parmi les siens, il a voulu aller à Stockholm contre le vœu de son parti ; il est devenu favorable à l'Union Sacrée à l'heure qu'elle se défaisait, en souhaitant rejoindre le gouvernement de Clemenceau.

L'instrumentalisation de la rixe du boulevard Bessière par Pierre Laval fait rencontrer une rumeur auto-réalisatrice avec un personnage complexe, assez sensible et malléable pour entrer en résonance avec les idées et les émotions politiques de son temps les plus divers.

Laval se trouve en 1917 au foyer des craquements de l'Union Sacrée. Faute de lectures doctrinales et de culture historique, le jeune député est relativement peu construit idéologiquement, en dépit de l'ardeur de son engagement militant qui lui vaut d'être inscrit au Carnet B depuis 1911. Il montre depuis le début de son mandat, en mai

1914, une grande souplesse d'opinion : son agilité intellectuelle se met au service d'une farouche volonté de revanche sociale, mais le déchire, entre les influences et les dynamiques contradictoires du temps de guerre.

Pacifiste et internationaliste, mais aussi patriote et provincial, traversé par les préjugés raciaux et culturels de son temps, Laval se laisse contaminer par les rumeurs ou en tirer prétexte pour élaborer à partir d'un événement mineur des conclusions générales sur le moyen de terminer la guerre. Il est incapable de choisir durablement entre son pacifisme et son patriotisme, mais s'abandonne à une conception de la nationalité qui penche davantage vers l'identité que la citoyenneté. Tel on le voit fracturer l'Union Sacrée en 1917, tel on le retrouve aux affaires, au début des années 1930, champion des gouvernements de concentration, essayer de concilier ses deux grandes passions, la paix et la France, en dédaignant la croisade antifasciste des démocraties. L'ancien socialiste se veut au-dessus des partis et croit pouvoir maintenir son pays en dehors de la guerre en refusant la grande alternative qui coupe l'Europe et chacun de ses pays, entre ceux qui récuse la modernité libérale et les défenseurs de la démocratie.



## Notes

1. Par-delà la retranscription partielle publiée par Paul Allard en 1932, sur laquelle la plupart des historiens fondent leur analyse de cet épisode un peu négligé de l'éclatement de l'Union Sacrée.
2. André Loez, *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010 ; André Loez, Nicolas Mariot, *Obéir, désobéir : les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008 ; Denis Rolland, *La Grève des tranchées*, Imago, 2005.
3. André Loez, *14-18. Les refus de la guerre...*, p. 172.
4. Jean-François Jagielski, « Entre fiction et réalité, la rumeur des Annamites massacrant les Parisiennes », in André Loez, Nicolas Mariot, *Obéir, désobéir : les mutineries...*, Paris, La Découverte, 2008, citant une note du renseignement militaire, « Le rôle de la propagande et des meneurs pacifistes dans les actes récents d'indiscipline », SHD 16N146.
5. Archives Nationales, Pierrefitte, (dorénavant A.N.), F7, 15977/2, Rapport de police sur la réunion du comité fédéral de la Fédération de la Seine de la SFIO, tenue rue de Bretagne à Paris, le 23 juin 1915.
6. Vote du 19 mai 1915.
7. Archives de la Préfecture de Police, Pantin, (dorénavant P.P.), BA 1535, Rapport Chamois, Paris, le 6 décembre 1915.
8. P.P., BA 1535, Note du 21 novembre 1915 à propos d'une réunion d'1 heure 30 de la 11<sup>e</sup> section du parti, au 95 rue de Charonne.
9. P.P., BA 1535 et BA 1536, Rapports des 1<sup>er</sup> février et 19 juillet 1915.
10. *Circulaire de la Minorité du Parti Socialiste (Section française de l'Internationale) aux fédérations*, novembre 1916 ; *Le mouvement ouvrier français contre la guerre, 1914-1918*, IV ; *La minorité du parti socialiste*, Paris, Edhis, 1985, p. 9-32.
11. P.P., BA 2039, Note du 24 janvier 1916.
12. *Ibid.*, Note du 28 mai 1916.
13. *Ibid.*, extrait d'un rapport Chamois, note du 29 mai 1917.
14. *Le Figaro*, le 29 mai 1917.



15. *Le Cri de Paris*, le 3 juin 1917.
16. Les débats ont été publiés au Journal Officiel du 16 mai 1925, sous la date trompeuse du 1<sup>er</sup> juin 1917.
17. Voir le témoignage du policier clémenciste Gaston Faralicq, *Trente ans dans les rues de Paris*, Paris, Perrin, 1934, p. 261. Au souvenir de Ribot, « il y avait de l'émotion dans les couloirs de la Chambre, parce qu'on venait d'apprendre qu'il y avait eu une échauffourée – dont on exagérait la gravité, – dans un quartier populaire de Paris entre des habitants et des travailleurs annamites ». Voir dans ce sens Alexandre Ribot, *Lettres à un ami. Souvenirs de ma vie politique*, Paris, Bossard, 1924, p. 244.
18. Jean-Jacques Becker, *1917 en Europe. L'année impossible*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997 p. 137.
19. P.P., BA 2044, Affaires Bonne Rouge, etc., Dossier fausses nouvelles, Note du 7 juin 1917.
20. Jacques Elie Bois, *Le malheur de la France. Récits et témoignages*, Paris, Hachette/London, The Continental Publishers and Distributors, 1941, p 117.
21. A.N., F7, 15977/2, Rapport de police du 21 octobre 1917.
22. P.P., BA 2039, Note du 1<sup>er</sup> juillet 1917, rapport sur la réunion du 30 juin 1917, tenue Salle des Sociétés Savantes.
23. *Ibid.*, Note du 21 octobre 1917 sur une réunion tenue la veille à Pavillons-sous-Bois.
24. « Tribune Libre. Les Résolutions de Londres. La voix des peuples », *Oui*, le 25 février 1918. Revue de presse de P.P., BA 1977. Le 24 février, Pierre Laval prend la parole devant les socialistes de Pavillon-sous-Bois pour souhaiter que la conférence interalliée de Londres soit « le prélude d'une conférence internationale où tous les peuples pourront prendre ouvertement des responsabilités ». Voir P.P., BA 2039, le 25 février 1918.
25. P.P., BA 2039, Note du 11 mars 1918, au sujet d'une réunion tenue la veille.

### Abstract

#### “The Annamites kill our women.” Pierre Laval and the End of the French *Union Sacrée*

“As I speak, thousands of workers, thousands of women besiege a bastion. As expected, a brawl arose between the Annamite soldiers and the French soldiers. An Annamite was killed, and in order to defend themselves, the Annamite soldiers fired at the crowd. If the information provided to us is accurate, four women were killed.”

These were the words of Pierre Laval, pronounced at the rostrum of the Chamber, in front of the deputies, on June 4, 1917, during a Comité Secret. On July 10, 1940, the liquidator of the Republican regime cast a shadow over the memory of the adversary of the *Union Sacrée*, twenty-three years ago. Which comes first: the Homeland (namely France) or the Workers' International, the negotiated peace with the risk of a war for nothing, or peace through victory, with the risk of a longer war and a revolution? The evocation by Pierre Laval of a brawl between Parisian civilians and Annamite soldiers stationed in the French capital adds an unexpected dimension to the main issues of that moment: the colonial matter that raised questions about the identity of France at the time of the great bloody ordeal, the country's worldly vocation and war aims, while the French Colonial Empire assisted the metropolis in danger.

### Keywords

World War I, Pierre Laval, *Union Sacrée*, Socialism and Pacifism, French Colonial Empire and Nationalism